

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, June 20, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 5:02 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Salma Ataullahjan, a senator from Toronto and chair of this committee. Today we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Human Rights.

Now I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting. We have Senator Boyer from Ontario; Senator Jaffer from B.C.; Senator Dennis Dawson from Quebec; and Senator Amina Gerba from Quebec. Online we have Senator Omidvar from Ontario, and I think we are expecting Senator Audette from Quebec to join us as well.

Welcome to all our colleagues and those viewing these proceedings on senvu.ca. Today we continue our study on Islamophobia in Canada, including as it relates to online/offline violence against Muslims, its sources, its impact on individuals and possible solutions. It's our second meeting on this topic under our general order of reference.

I will now introduce our panel of witnesses. We have Jasmin Zine, Professor of Sociology, Religion and Culture, Muslim Studies at Wilfrid Laurier University; Anver Emon, Professor of Law and History at the University of Toronto; Mohammed Hashim, Executive Director, and Amira Elghawaby, Director of Strategic Communications and Campaigns from the Canadian Race Relations Foundation.

I now invite Professor Zine to make her presentation, to be followed by Professor Emon, then Mohammed Hashim and Amira Elghawaby.

Jasmin Zine, Professor of Sociology, Religion and Culture, Muslim Studies Option, Wilfrid Laurier University, as an individual: Thank you for the opportunity to address members of the Senate today to discuss Islamophobia in Canada.

I'm a professor of sociology, religion and culture in Muslim studies at Wilfrid Laurier University, and I'm also co-founder of the International Islamophobia Studies Research Association, or IISRA.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 20 juin 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui à 17 h 2 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier toute question qui pourrait survenir occasionnellement concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je m'appelle Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente de ce comité. Nous tenons aujourd'hui une réunion du Comité sénatorial permanent des droits de la personne.

J'aimerais prendre le temps de présenter les membres du comité qui participent à cette réunion, soit la sénatrice Boyer, de l'Ontario, la sénatrice Jaffer, de la Colombie-Britannique, le sénateur Dennis Dawson, du Québec, et la sénatrice Amina Gerba, du Québec. Nous avons aussi, en ligne, la sénatrice Omidvar, de l'Ontario, et je pense que la sénatrice Audette, du Québec, se joindra à nous également.

Bienvenue à tous nos collègues et aux gens qui suivent nos délibérations sur SenVu. Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude sur l'islamophobie au Canada, notamment la violence en ligne et hors ligne dirigée contre les musulmans, les sources de cette violence, son incidence sur les personnes et les solutions qui pourraient l'enrayer. C'est notre deuxième réunion sur le sujet à la suite d'un ordre de renvoi général.

Je vais maintenant vous présenter les témoins de notre premier groupe. Nous avons Mme Jasmin Zine, professeure de sociologie, religion et culture au programme d'études musulmanes à l'Université Wilfrid Laurier; M. Anver Emon, professeur de droit et d'histoire à l'Université de Toronto; M. Mohammed Hashim, directeur général, et Amira Elghawaby, directrice des communications et des campagnes stratégiques à la Fondation canadienne des relations raciales.

J'invite maintenant la professeure Zine à présenter son exposé. Elle sera suivie du professeur Emon, puis de Mohammed Hashim et d'Amira Elghawaby.

Jasmin Zine, professeure de sociologie, religion et culture, Option d'études musulmanes, Université Wilfrid Laurier, à titre personnel : Merci de me donner l'occasion de m'adresser aux sénateurs aujourd'hui pour discuter de l'islamophobie au Canada.

Je suis professeure de sociologie, religion et culture au programme d'études musulmanes à l'Université Wilfrid Laurier, et je suis également cofondatrice de l'Association de recherche en études sur l'islamophobie.

I've worked as an expert on Islamophobia internationally for UNESCO, the Council of Europe and the Organization for Security and Co-operation in Europe, and I've been researching Islamophobia in Canada for more than 20 years. I recently published a book titled *Under Siege: Islamophobia and the 9/11 Generation* that is the product of a six-year study that involved in-depth interviews with 130 Muslim youth across Canada examining how the war on terror and domestic securities, domestic security policies and heightened Islamophobia have impacted them. Coming of age during the war on terror meant that issues such as racial securitization and being constructed as potential radicals and jihadists were among the concerns that the 9/11 generation of Muslim youth faced.

With the twentieth anniversary of 9/11 just passed last year, it's an important time to take stock of how Islamophobic backlash during that period has impacted Muslim youth who found themselves subjects of public scrutiny and unwarranted state surveillance. For example, Muslim student associations at Canadian universities have been contacted by the RCMP, CSIS and counterterrorism units simply because they were part of campus-based Muslim groups, and that rendered them suspect. For example, my son was contacted to meet with CSIS after he was elected the president of his university's Muslim student association a couple of years ago. Canadian security agencies have created the conditions that further marginalize and alienate Muslim youth and Muslim communities at large, and I urge the government to critically examine and re-evaluate these measures.

In my research, I examined how Islamophobic surveillance became internalized by youth and how they reacted by performing the good Muslim to avoid suspicion as the potential bad Muslim. These youth bore the burden of collective guilt for the violent acts of others who shared their faith. In response, young Muslims take on the burden of representation and the role of being the image corrective trying to prove that they are peace-loving citizens and not potential terrorists.

As racialized youth, the 9/11 generation have faced unique challenges that have impacted their sense of identity, citizenship and belonging within the nation, which has always been a fraught and contingent relationship. Furthermore, anti-Muslim racism is a source of trauma and impacts mental health as well as physical well-being among marginalized communities and must be acknowledged and addressed.

J'ai travaillé à titre d'experte de l'islamophobie au niveau international pour l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Je mène des recherches sur l'islamophobie au Canada depuis plus de 20 ans. J'ai publié récemment un livre intitulé *Under Siege: Islamophobia and the 9/11 Generation*. Cet ouvrage est le fruit de six ans d'études menées notamment sous la forme d'entrevues approfondies avec 130 jeunes musulmans un peu partout au Canada pour connaître l'incidence, sur ces jeunes, de la guerre contre le terrorisme et des stratégies et des politiques de sécurité nationale, ainsi que de l'augmentation de l'islamophobie. Les jeunes musulmans appartenant à la génération dite « du 11 septembre », qui sont passés à l'âge adulte pendant la guerre contre le terrorisme, ont vécu des préoccupations telles que la sécurisation raciale et le risque d'être perçus comme de possibles radicaux et djihadistes.

Au lendemain du 20^e anniversaire du 11 septembre, qui a eu lieu l'an dernier, il est important d'analyser comment la réaction islamophobe provoquée par ces événements s'est répercutée sur les jeunes musulmans, qui se sont retrouvés bien malgré eux soumis à l'examen public et à une surveillance non justifiée. Par exemple, des membres des associations étudiantes musulmanes dans les universités canadiennes ont reçu des appels de la GRC, du SCRS et des unités de lutte contre le terrorisme seulement parce qu'ils faisaient partie d'un groupe musulman universitaire; ils étaient donc suspects aux yeux de ces organismes. Par exemple, mon fils a été convoqué à une rencontre avec le SCRS après avoir été élu président de l'association musulmane, il y a deux ou trois ans. Les organismes de sécurité canadiens ont créé des conditions qui ont marginalisé et aliéné encore plus les jeunes musulmans et les communautés musulmanes dans leur ensemble. J'exhorte le gouvernement à jeter un regard critique sur ces mesures et à les réévaluer.

Au cours de mes recherches, j'ai examiné la manière dont la surveillance islamophobe a été internalisée par les jeunes et dont ces derniers ont, en réaction, joué le rôle du bon musulman pour éviter qu'on les soupçonne d'être de mauvais musulmans. Ces jeunes ont porté le fardeau de la culpabilité collective pour des actes de violence commis par d'autres qui étaient adeptes de la même religion. Ils ont dû, par conséquent, jouer un rôle sur le plan de la représentation et remplacer l'image du musulman terroriste en puissance par celle du bon citoyen pacifique.

Les jeunes racisés de la génération du 11 septembre ont eu à relever des défis uniques qui ont eu une incidence sur leur sens de l'identité et de la citoyenneté, ainsi que sur leur sentiment d'appartenance au pays, qui a toujours été une relation tendue et changeante. Mentionnons également le traumatisme et les effets délétères du racisme antimusulman sur la santé mentale et le bien-être physique des membres des communautés marginalisées. Il est donc important de reconnaître et de lutter contre cette forme de racisme.

For the past four years, I have been working on another study on what I call the Canadian Islamophobia industry. What makes Islamophobia distinct from other forms of oppression and racism is that there's an industry behind purveying anti-Muslim hate. Islamophobia is organized. The Islamophobia industry is comprised of far-right media outlets and Islamophobia influencers, White nationalist groups, pro-Israel fringe right groups, Muslim dissidents, think tanks and their designated security experts and the donors who fund their campaigns. These individuals, groups and institutions comprise a network that supports and engages in activities that demonize and marginalize Islam and Muslims in Canada.

Research in the United States has shown how Islamophobic hate is monetized. Funding for Islamophobia networks in the United States circulates in the amount of \$1.5 billion to 39 organizations that are dedicated to promoting anti-Muslim propaganda and disinformation campaigns. Some of that funding helps support groups in Canada whose goal it is to orchestrate controversies and promote conspiracy theories about Muslims as a demographic, cultural, security and civilizational threat. My 300-page report on the Canadian Islamophobia industry will be released in the coming months and will reveal the interconnected ecosystem of Islamophobia in Canada. Since Islamophobia is being monetized, I would ask the government to fund anti-Islamophobia campaigns that counter these movements.

But when we want to talk about Islamophobia, we first need to understand the way Islamophobia operates as a system of oppression to develop effective ways to combat it. I have proposed in my work that Islamophobia is best captured as a fear or hatred of Islam and Muslims and those perceived to be Muslims, because we know Islamophobia has affected people who are misidentified as Muslims, but that that fear and hatred is not really what Islamophobia is about. It's about how it becomes translated into individual actions and ideological and systemic forms of oppression. Put simply, individual actions, like vandalism and other hate crimes, are supported by widespread ideas — like Muslims are terrorists — and these ideologies find expression in systemic practices, such as racial profiling. Picture this as an iceberg where individual actions are what becomes visible above the water, while the ideologies and systemic practices lie below the surface — underpinning, supporting and sustaining the structure. Anti-Muslim racism is a manifestation of Islamophobia that relies on the racialization of religion and the demonization of Islam and Muslims. Challenging Islamophobia requires an approach that addresses each of these three levels. This definition helps us understand the sociology of Islamophobia as a dynamic and pervasive form of oppression that is embedded in structures of power.

Au cours des quatre dernières années, j'ai travaillé sur une autre étude portant sur ce que j'appelle l'industrie canadienne de l'islamophobie. L'islamophobie se distingue des autres formes d'oppression et de racisme parce qu'elle est nourrie par une industrie productrice de haine antimusulmane. L'industrie de l'islamophobie regroupe les médias d'extrême droite, les influenceurs islamophobes, les groupes nationalistes blancs, les groupes de la droite marginale pro-Israël, les dissidents musulmans, les groupes de réflexion, les spécialistes de la sécurité qui y sont associés et les donateurs qui financent leurs campagnes. Ces personnes, ces groupes et ces organismes forment un réseau qui soutient et conduit des activités visant à marginaliser et diaboliser l'islam et les musulmans au Canada.

Les recherches menées aux États-Unis démontrent que la haine islamophobe se monnaie. Le financement des réseaux islamophobes aux États-Unis se chiffre à 1,5 milliard de dollars versés à 39 organismes qui se donnent pour mission de promouvoir la propagande et les campagnes de désinformation antimusulmanes. Une partie de ce financement soutient des groupes au Canada ayant pour objectif d'orchestrer des controverses et de promouvoir des théories conspirationnistes qui dépeignent les musulmans comme une menace sur les plans de la démographie, de la culture, de la sécurité et de la civilisation. Mon rapport de 300 pages sur l'industrie canadienne de l'islamophobie, qui sera publié dans les prochains mois, décrit l'écosystème interconnecté de l'islamophobie au Canada. Puisque l'islamophobie se monnaie, je demanderais au gouvernement de financer les campagnes de lutte contre l'islamophobie pour contrecarrer les mouvements qui l'alimentent.

Pour mettre au point des moyens efficaces de lutte contre l'islamophobie, nous devons comprendre ce phénomène qui fonctionne en tant que système. Dans mes travaux, je définis l'islamophobie comme la peur ou la haine de l'islam et des musulmans ou des personnes qui sont perçues comme des musulmans — parce que nous savons que l'islamophobie affecte des personnes qui sont identifiées à tort comme musulmans —, mais cette peur et cette haine ne constituent pas vraiment le visage de l'islamophobie. Il faut donc nous pencher sur la manière dont ce type de racisme se transpose en gestes individuels et en diverses formes d'oppression idéologique et systémique. Grosso modo, les gestes individuels comme le vandalisme et les autres crimes haineux sont soutenus par des idées très répandues, tel l'amalgame entre les musulmans et le terrorisme, et ces idéologies se concrétisent dans des pratiques systémiques telles que le profilage racial. Pour faire une image simple, les gestes individuels forment la pointe de l'iceberg, tandis que les idéologies et les pratiques systémiques se trouvent sous la surface de l'eau — elles soutiennent et renforcent la structure. Le racisme antimusulman est une manifestation de l'islamophobie qui repose sur la radicalisation de la religion et la diabolisation de l'islam et des musulmans. La lutte contre l'islamophobie nécessite une approche qui touche à ces trois

At the tip of the iceberg, when we look at individual acts, there have been deadly acts of Islamophobic violence in Canada, as we are all well aware, including two mass murders in the last four years that targeted Canadian Muslims, along with the stabbing of a mosque caretaker in Toronto and, more recently, an attacker brandishing an axe at a mosque in Mississauga. Other individual acts and hate crimes include things like vandalism, where a mosque in Edmonton was branded with a swastika, and other mosques have been ransacked; rises in gendered Islamophobia where Muslim women are differentially impacted by anti-Muslim racism and have been attacked, including physical assaults, harassment, attacked at knifepoint, death threats, and harassed in public transit and parking lots; and Muslims who are visibly —

The Chair: Professor Zine, I'm sorry; I have to interrupt you. We had given five minutes to each witness. However, you did send us your speaking notes, and we all have them and have read through them. I apologize, but the Senate is sitting and that takes precedence, so we had to cut down our meeting time. We will come back to you with questions. Your testimony is before us and has been given to all the senators.

I will turn to Professor Anver Emon.

Anver Emon, Professor of Law and History, Faculty of Law, University of Toronto, as an individual: Thank you for inviting me to address this committee on systemic Islamophobia in Canada.

As a historian and legal scholar, I find it useful to think of Muslims and Islam not so much as nouns but, rather, as social constructs. In my research, I examine how these two social constructs get construed in sites of bureaucratic rationality in Canada.

Before addressing specific sites of concern, I first want to applaud the Government of Canada for taking Islamophobia seriously — not just through this Senate committee meeting but also in its 2021 summit, in its review of the CRA for systemic bias and in its designation of a special envoy for Islamophobia. I also thank the Government of Canada for its inclusion in Budget 2022 of funding for the Muslims in Canada Archives, which I lead at the Institute of Islamic Studies at the University of Toronto. Thanks to the federal government's support, we can steward in perpetuity records of Muslim contributions to Canadian Heritage and thereby combat Islamophobia one story at a time.

niveaux. La définition que je vous ai donnée nous aide à comprendre que la sociologie de l'islamophobie est une forme dynamique et omniprésente d'oppression intégrée aux structures du pouvoir.

À la pointe de l'iceberg, lorsque nous regardons les gestes individuels, il y a eu, comme nous le savons tous, des actes de violence islamophobes au Canada, dont deux meurtres de masse au cours des quatre dernières années qui ont visé des musulmans canadiens. Mentionnons également l'attaque au poignard du gardien de sécurité d'une mosquée à Toronto et, plus récemment, l'attaque à la hache d'une mosquée à Mississauga. Parmi les autres gestes individuels et crimes haineux, on compte le vandalisme, par exemple l'affichage d'une croix gammée sur une mosquée d'Edmonton, des mosquées saccagées, la montée de l'islamophobie axée sur le sexe où les musulmanes sont la cible d'une forme particulière de racisme antimusulman qui s'est traduit par des actes violents tels que des agressions physiques, du harcèlement, des agressions à la pointe du couteau, des menaces de mort et du harcèlement dans les transports en commun et dans les stationnements. De plus, les musulmans qui sont visiblement...

La présidente : Professeure Zine, je suis désolée, mais je dois vous interrompre. On nous a alloué cinq minutes par témoin. Toutefois, vous nous avez envoyé vos notes d'allocation. Nous les avons lues. Je suis désolée, mais les séances du Sénat ont la priorité. Nous avons dû écarter la durée de la réunion du comité. Nous vous reviendrons avec des questions. Le témoignage que vous nous avez présenté sera transmis à tous les sénateurs.

Je donne la parole au professeur Anver Emon.

Anver Emon, professeur de droit et d'histoire, Faculté de droit, Université de Toronto, à titre personnel : Je vous remercie de m'avoir invité à venir m'entretenir devant ce comité de l'islamophobie systémique au Canada.

À titre d'historien et juriste, je trouve judicieux de concevoir les musulmans et l'islam non pas seulement comme des mots, mais comme des constructions sociales. Mes recherches portent sur la façon dont ces constructions sociales sont interprétées dans les sites de la bureaucratie rationnelle au Canada.

Avant de discuter de domaines de préoccupations en particulier, je tiens d'abord à reconnaître les efforts déployés par le gouvernement du Canada, qui prouvent qu'il prend l'islamophobie au sérieux. Je pense, bien entendu, à la présente réunion de comité sénatorial, mais aussi au sommet de 2021, à l'examen de l'Agence du revenu du Canada visant à détecter les biais systémiques et à la nomination d'un champion de la lutte contre l'islamophobie. J'aimerais aussi remercier le gouvernement du Canada d'avoir inclus dans le budget de 2022 du financement destiné à l'initiative des archives des musulmans au Canada, que je dirige à l'Institut des études islamiques à l'Université de Toronto. Grâce au soutien du gouvernement

I will address three examples to show where work still needs to be done.

First, the Ministry of Finance has oversight on the whole-of-government approach to combatting terrorist financing. It adheres to standards set by the Financial Action Task Force, or FATF. In anticipation of its 2016 mutual evaluation before the FATF, Finance Canada explained its risk-based assessment model, or RBA, in compliance with FATF standards. The ministry identified 10 groups that pose the greatest threat to terrorism financing in Canada. One is Tamil, one is Sikh and the remaining eight are all Muslim identified. From this, we can infer that the Government of Canada assesses that 100% of the risk of terrorist financing revenue from Canada comes from groups that map onto Canada's racial and religious minorities. Moreover, 80% of that risk assessment maps directly onto Canada's Muslim minority communities. As we now see governments around the world officially acknowledge and grapple with White supremacy and extremism in all its forms, this risk-based assessment model seems either behind the times or, quite simply, an express statement of Islamophobia.

Second, since 9/11, the Ministry of Public Safety deploys certain tools that embed systemic Islamophobia and that effectively under-protect Muslim Canadians. Let me explain. Although I said that Finance Canada maps 80% of such risk on Muslims with regard to terrorist financing, the fact is that it's actually higher because included among the risk factors is the eleventh category of foreign fighter, but the foreign fighter, for national security purposes, does not include someone who trains with an Allied state's military. As an example, a Canadian who makes aliyah to Israel, fights for the Israel Defence Forces in Gaza and comes back to Canada is not a foreign fighter for purposes of national security, but a Canadian who travels to Gaza, fights for Hamas and then returns to Canada is a foreign fighter for purposes of national security. In both cases, the individuals are militarily trained in and by foreign entities, and both have potentialities to cause harm to others in Canada, but only one is deemed a national security threat. The systemic Islamophobia in this example requires us to ask the next question: To whom might they be a national security threat? In answering this last question, we cannot help but see that the foreign fighter designation creates a hierarchy of Canadians and their respective entitlements to basic security. Unless Canada opens up the foreign fighter category to anyone who fights for a foreign military entity — whether state or non-state, ally or enemy — the current status quo effectively over-polices the Muslimist terrorist and under-protects the Canadian Muslim.

fédéral, nous pouvons conserver des archives à perpétuité sur les contributions des musulmans au patrimoine canadien et combattre par le fait même l'islamophobie un récit à la fois.

Je vais énumérer trois domaines où il reste encore du travail à faire.

Tout d'abord, le ministère des Finances supervise la stratégie pangouvernementale de lutte contre le financement du terrorisme. Il adhère aux normes établies par le Groupe d'action financière, le GAFI. En prévision de son évaluation mutuelle de 2016 du GAFI, Finances Canada a expliqué son modèle d'évaluation axé sur les risques en conformité avec les normes du GAFI. Le ministère a relevé les 10 groupes qui représentent la plus grande menace liée au financement du terrorisme au Canada. Un de ces groupes est tamoul, un autre est sikh et les huit autres sont tous musulmans. Nous pouvons donc inférer que le gouvernement du Canada évalue que 100 % des risques liés au financement du terrorisme au Canada proviennent de ces groupes appartenant à des minorités religieuses et raciales au Canada. En outre, 80 % des éléments de cette évaluation des risques sont directement liés aux communautés de la minorité musulmane au Canada. Depuis que les gouvernements un partout dans le monde reconnaissent officiellement le suprémacisme blanc et toutes les formes d'extrémisme, et qu'ils se penchent sur ces phénomènes, le modèle d'évaluation axé sur les risques semble dépassé. Il est en fait une déclaration explicite d'islamophobie.

Ensuite, depuis le 11 septembre, le ministère de la Sécurité publique met en œuvre certains outils qui intègrent l'islamophobie systémique et qui ne protègent pas assez les musulmans canadiens. Je vais vous expliquer pourquoi. J'ai mentionné que Finances Canada établissait des liens entre les musulmans et 80 % des risques de financement des activités terroristes. En fait, cette proportion est plus élevée parce que les facteurs de risque incluent la onzième catégorie des combattants étrangers, mais les combattants étrangers, dans le contexte de la sécurité nationale, n'incluent pas les personnes qui s'entraînent avec les forces armées de pays alliés. Par exemple, un Canadien qui fait l'alya en Israël, dans les rangs des Forces de défense israéliennes à Gaza, et qui revient au Canada n'est pas un combattant étranger aux yeux de la sécurité nationale. Par contre, un Canadien qui voyage à Gaza, qui combat pour le Hamas et qui revient au Canada est un combattant étranger au sens des lois sur la sécurité nationale. Dans les deux cas, les individus suivent un entraînement militaire donné par des entités étrangères, et pourraient causer du tort à d'autres personnes au Canada, mais seulement un d'entre eux est considéré comme une menace à la sécurité nationale. Cet exemple d'islamophobie systémique nous amène à nous poser la question suivante : pour qui ces individus seraient-ils une menace liée à la sécurité nationale? En répondant à cette question, cela saute aux yeux que la désignation de combattant étranger hiérarchise les Canadiens et leur droit respectif à une sécurité de base. À moins que le Canada englobe

Third is the Ministry of Justice and the Criminal Code. My third example concerns the very definition of terrorism in the Criminal Code in section 83.01(1)(b), which defines terrorism, in relevant part, as

“an act or omission ... that is committed in whole or in part for a political, religious or ideological purpose, objective or cause ...”

The Toronto 18 trials offered the first instance of a jury trial on terrorism. In that jury trial, Mr. Asad Ansari was found guilty and convicted. In our published article on the trial, my co-author and I show, from a close reading of the trial transcripts, that there is little doubt that what was litigated in that case was not simply an act or omission but, rather, an Orientalist construction of Islam. This litigation reality stemmed nearly entirely from this provision of the Criminal Code. Due to time constraints, I cannot go into the details here, but the article is openly accessible and I provide a link to it in my written submissions.

In conclusion, there are, of course, other examples we could address. My current research is in the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act and the global phenomenon now known popularly as #Banking while Muslim. Moreover, I'm currently editing a book featuring over 20 essays by colleagues identifying different sites of systemic Islamophobia in immigration, policing, education policy and terrorism financing. That book won't be out until early 2023, but I can discuss with the publisher sharing page proofs with the committee if you so wish.

Thank you for having me, and I look forward to your questions.

The Chair: Thank you very much.

We turn to Mohammed Hashim and Amira Elghawaby, sharing your time. The floor is yours, to be followed by questions from senators.

Mohammed Hashim, Executive Director, Canadian Race Relations Foundation: Thank you, Madam Chair and honourable senators.

dans la catégorie des combattants étrangers tous les individus qui combattent pour une entité militaire étrangère, étatique ou non, alliée ou ennemie, le statu quo exerce un contrôle excessif sur le terrorisme musulman, mais ne protège pas assez les musulmans canadiens.

Enfin, il y a le ministère de la Justice et le Code criminel. Mon troisième exemple porte sur la partie de la définition de terrorisme énoncée à l'alinéa 83.01(1)b) du Code criminel :

[...] soit un acte — action ou omission, commise — [...] au nom — exclusivement ou non — d'un but, d'un objectif ou d'une cause de nature politique, religieuse ou idéologique [...]

Le procès du groupe Toronto 18 était le premier procès pour terrorisme devant jury. Dans ce procès devant jury, M. Asad Ansari a été reconnu coupable et condamné. Dans notre article sur le procès, « Mon coauteur et moi » avons conclu, après avoir lu très attentivement la transcription des procédures, que ce qui était en cause lors de ce procès n'était pas simplement une action ou une omission, mais plutôt une construction orientaliste de l'islam. Ce procès est presque entièrement motivé par cette disposition du Code criminel. En raison de contraintes de temps, je ne peux pas aller dans les détails aujourd'hui, mais j'ai indiqué dans mon témoignage écrit le lien vers l'article en question, entièrement accessible en ligne.

En conclusion, il y a, évidemment, d'autres exemples dont nous pourrions discuter. Mes recherches actuelles portent sur la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, et sur le phénomène global appelé « Banking while Muslim » qui renvoie à la difficulté que doivent surmonter les musulmans pour effectuer des opérations bancaires. De plus, je travaille en ce moment sur un livre qui regroupera plus de 20 essais rédigés par des collègues qui recensent différents sites d'islamophobie systémique dans les secteurs de l'immigration, des services de police, des politiques d'éducation et du financement des activités terroristes. Ce livre sera publié seulement au début de 2023, mais je peux demander à la maison d'édition de transmettre les épreuves de certaines pages au comité si vous le souhaitez.

Merci beaucoup de m'avoir invité. Je répondrai avec plaisir à vos questions.

La présidente : Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à Mohammed Hashim et à Amira Elghawaby, qui se partagent leur temps de parole. Leur présentation sera suivie des questions des sénateurs.

Mohammed Hashim, directeur général, Fondation canadienne des relations raciales : Merci, madame la présidente et honorables sénateurs.

I want to acknowledge that I'm speaking to you from the traditional territories of the Mississaugas of the Credit in Mississauga, Ontario, also covered under Treaty 13.

The CRRF was born out of an apology to Japanese Canadians who were wrongfully imprisoned in internment camps during World War II. Part of the redress agreement was the creation in 1996 of the CRRF as an independent federal Crown corporation that reports to Parliament and to the Department of Canadian Heritage. Our organization conducts research, convenes community groups, hosts policy discussions, provides funding and is currently supporting federal efforts to create a renewed Canada's anti-racism strategy and combatting hate national action plan.

When we think about Islamophobia, our minds go to painful tragedies that have taken place in our country. As the chair noted in the opening session, in the past five years there have been more killings of Muslims in Canada than in any other G7 country. This is heartbreaking and difficult for all of us, and difficult to explain to our kids.

At the CRRF, we are working on a variety of related issues. We have partnered with institutions such as the YWCA to highlight the impact of hate and Islamophobia on racialized women, we have worked with the Public Policy Forum to examine issues to address online hate, and we are working locally with the Federation of Canadian Municipalities to assist municipalities to address all forms of racism locally. We also have a National Anti-Racism Fund, where we are providing \$3.8 million to support community projects, events and youth projects, including those addressing Islamophobia. However, we will focus on two key areas of concern that we believe will help us to address some of the damaging impacts of Islamophobia and other forms of hate.

Let me first paint the picture. Over 233,000 people in this country say they were victims of hate in 2019 alone, according to Statistics Canada. Only 1% of those numbers are captured in the police-reported hate crime stats. Charges are laid in only a fraction of those, and convictions are even fewer. Communities have felt let down and unprotected.

All of this is why in this past March at our hate crimes summit with *The Globe and Mail*, we launched a national task force to work with the Chiefs of Police National Roundtable on hate crimes. This committee is co-chaired by the CRRF and the

Je tiens à souligner que je m'adresse à vous depuis le territoire traditionnel des Mississaugas de Credit, à Mississauga, en Ontario, qui est également visé par le Traité n° 13.

La Fondation canadienne des relations raciales a été mise sur pied à la suite des excuses présentées aux Canadiens d'origine japonaise qui ont été emprisonnés injustement dans des camps d'internement pendant la Deuxième Guerre mondiale. Un des éléments de l'entente de redressement a été la création, en 1996, de la fondation à titre de société d'État fédérale qui rend compte au Parlement et au ministère du Patrimoine canadien. Notre organisme mène des recherches, rassemble des groupes communautaires, organise des discussions sur les politiques, fournit du financement et soutient en ce moment les efforts du gouvernement fédéral en vue de l'établissement d'une stratégie canadienne renouvelée de lutte contre le racisme et d'un plan national de lutte contre la haine.

Lorsque nous pensons à l'islamophobie, il nous vient à l'esprit les douloureuses tragédies survenues au pays. Comme l'a fait remarquer la présidente à la séance d'ouverture, dans les cinq dernières années, le nombre de meurtres commis contre des musulmans a été plus élevé au Canada que dans n'importe quel autre pays du G7. Cette réalité bouleversante et éprouvante pour nous tous est également difficile à expliquer à nos enfants.

À la fondation, nous nous penchons sur une variété de questions rattachées à ce phénomène. Nous étudions, en partenariat avec des organismes tels que le YWCA, l'incidence de la haine et de l'islamophobie sur les femmes radicalisées. De plus, nous nous penchons, en collaboration avec le Forum des politiques publiques, sur des moyens de lutter contre la haine en ligne et nous aidons, de pair avec la Fédération canadienne des municipalités, les administrations municipales à lutter contre toutes les formes de racisme dans leur localité. Nous avons également lancé le Fonds national de lutte contre le racisme, qui verse 3,8 millions de dollars à des projets et des événements communautaires ainsi qu'à des projets destinés aux jeunes, y compris les initiatives de lutte contre l'islamophobie. Toutefois, nous nous concentrerons sur deux domaines de préoccupation, ce qui nous aidera, selon nous, à remédier aux effets les plus néfastes de l'islamophobie et d'autres formes de haine.

Je vais d'abord vous dresser un portrait d'ensemble. Au pays, uniquement en 2019, selon Statistique Canada, plus de 233 000 personnes ont déclaré avoir été victimes d'actes haineux, dont seulement 1 % figure dans les statistiques des crimes haineux déclarés à la police. Des accusations sont portées pour seulement une fraction de ces crimes, et les condamnations sont encore plus rares. Les communautés ne se sentent pas prises en compte ni protégées.

Voilà pourquoi nous avons lancé, lors du sommet de mars dernier sur les crimes haineux que nous avons tenu en collaboration avec le *Globe and Mail*, un groupe de travail national qui travaillera avec le Groupe de travail sur la lutte

RCMP. This task force had our first meeting last week and includes representatives from across the country who will look to, one, create national police standards for hate crimes investigations; two, improve reporting intake practices within police forces; three, create a national network of hate crimes investigators; and four, create a central hub of information for community members to better understand hate crimes and hate incidents.

I'll now turn it over to my colleague Amira to explain the secondary focus for the purposes of today's presentation.

Amira Elghawaby, Director of Strategic Communications and Campaigns, Canadian Race Relations Foundation: Honourable senators, I am here in Ottawa on the unceded Algonquin and Anishinabe territory.

Just about two weeks ago, I was in London, Ontario, to participate in activities to mark the tragic killing of the Afzaal family. It was, of course, an extremely painful time. To their immense credit, friends of the late Yumna and other young people and elders came together to form the Youth Coalition Confronting Islamophobia, to organize the march and vigil in honour of the family. However, the day after the anniversary of this tragedy is when the deep pain and trauma of what happened set in all over again. As one mother shared with me, her young teen was so distressed she couldn't even go to school and was struggling immensely, as were other young people. What was reinforced through that conversation is that the support available to victims of hate and the communities that are targeted is simply lacking. While the charity had managed to raise funds to provide counselling services through a local faith-based centre, without that initiative, access to such resources would have been limited.

The CRRF is currently examining the state of support for victims of hate across Canada. What we believe we're going to see is a limited, patchwork level of services to not only the direct victims of hate but also to wider communities that are impacted by such crimes. As you know, hate crimes are message crimes. That means the trauma of these incidents is not only deeply felt by the person or group directly targeted but by the wider community as well, according to various studies. This is one of the myriad ways we believe support is required for victims of hate and victims of Islamophobia.

Thank you so much.

The Chair: Thank you for all your presentations. We will now proceed to questions from the senators.

contre les crimes haineux de la Table ronde nationale des chefs de police. Ce groupe de travail coprésidé par la fondation et par la GRC a tenu sa première réunion la semaine dernière. Il regroupe des représentants de partout au pays qui se pencheront, premièrement, sur la création de normes qui s'appliqueront aux enquêtes sur les crimes haineux menées par les services de police; deuxièmement, sur l'amélioration des pratiques de production de rapports sur la collecte de renseignements au sein des forces policières; troisièmement, sur la création d'un réseau national d'enquêteurs sur les crimes haineux; quatrièmement, sur la mise au point d'un service central d'échange d'informations pour aider les membres de la communauté à mieux comprendre les crimes et les incidents haineux.

Je cède maintenant la parole à ma collègue Amira, qui passera à l'autre grand volet de notre présentation d'aujourd'hui.

Amira Elghawaby, directrice des communications et des campagnes stratégiques, Fondation canadienne des relations raciales : Honorables sénateurs, je me trouve ici, à Ottawa, dans le territoire non cédé algonquin et anishinabe.

Il y a deux semaines, j'étais à London, en Ontario, pour participer aux activités commémorant la tuerie tragique de la famille Afzaal. Cette période a été, évidemment, extrêmement douloureuse. Des amis de feu Yumna et d'autres jeunes et aînés ont eu l'immense mérite de fonder ensemble le groupe Youth Coalition Confronting Islamophobia, qui a organisé la marche et la vigile en l'honneur de la famille. Toutefois, le lendemain de l'anniversaire de la tragédie, le traumatisme et la douleur intense suscités par les événements ont ressurgi. Comme me l'a confié une mère, sa jeune fille adolescente était si bouleversée qu'elle n'a pas pu aller à l'école. Comme d'autres personnes de son âge, elle souffrait immensément. Ces conversations ont confirmé le caractère insuffisant du soutien offert aux personnes et aux communautés victimes de crimes haineux, ou ciblées par ces crimes. Sans les collectes de fonds organisées par des œuvres de bienfaisance pour qu'un organisme religieux offre des services de counselling, l'accès à ce type de ressources aurait été limité.

La Fondation canadienne des relations raciales se penche actuellement sur le soutien apporté aux victimes de crimes haineux partout au Canada. Nous nous attendons à voir que les victimes directes de crimes haineux et les communautés affectées par ces crimes n'ont droit probablement qu'à des services limités et disparates. Comme vous le savez, les crimes haineux contiennent des messages. Selon diverses études, ils infligent un traumatisme non seulement à la personne qui en est victime, mais aussi à sa communauté. Voilà une raison parmi tant d'autres de croire que les victimes de crimes haineux ou d'islamophobie ont besoin de soutien.

Merci beaucoup.

La présidente : Merci de vos présentations. Nous allons passer aux questions.

As was our previous practice, I would like to remind each senator that you have three minutes for your questions, and that includes the answer.

Senator Jaffer: Senator Boyer has very kindly given me her time. Thank you very much.

Welcome to all four of you for being here. It's a real honour to welcome you to the Senate of Canada. All your work is very well known. In the few minutes I have, it's really difficult to ask in-depth questions. Obviously, we'll have to get together on an individual basis to get a better understanding.

I want to start with Ms. Zine. You have been working on this for a very long time, and I salute you. Working with youth can be a wonderful experience. I've done it for many, many years. But it is very difficult to explain to a young person who was born here or who has come here at a very young age why they cannot be identified as a Canadian. I would like you to answer why this struggle of a young person who is continuously seen as different, the other. How do we deal with this? What recommendations do you have for the committee?

Ms. Zine: Thank you very much, senator, for the question.

I agree with you. I think it's a perennial problem that racialized youth face in terms of always being situated as sort of the other in the sense of being a folk devil. This is how Muslims have been portrayed and what it's been like for Muslim youth to be socialized within a heightened climate of Islamophobia where they are always questioned. Their identity and their loyalties are always in question, and they constantly have to prove that they are the good Muslim. They often also internalize some of that negativity, and it impacts how they navigate the world and how they also see themselves.

As far as how we look at solutions, first of all, it's really beginning to address Islamophobia, as I was trying to say, on many levels — on the individual, ideological and systemic levels. If we only address one, the others still gather strength and are still operational. Understanding Islamophobia as a dynamic and looking at the different areas where we have to intervene is very important. I think a lot of youth, particularly, are feeling that they are under surveillance, they internalize that and become self-surveilling, and that is not a positive climate for youth to develop their sense of identity, their sense of citizenship or belonging. Some of the measures, particularly systemic forms of Islamophobia, need to be addressed because they do have an impact on the ground.

Comme la dernière fois, j'aimerais rappeler aux sénateurs qu'ils disposent chacun de trois minutes pour leurs questions et que cela comprend les réponses.

La sénatrice Jaffer : La sénatrice m'a très gracieusement cédé son temps. Je l'en remercie beaucoup.

Je vous remercie tous les quatre de témoigner. C'est un réel honneur que de vous accueillir au Sénat du Canada. Tous vos travaux sont très réputés. Il est très difficile de poser des questions approfondies dans les quelques minutes qui me sont accordées. De toute évidence, nous devons nous rencontrer individuellement pour mieux comprendre la situation.

Je veux commencer par Mme Zine. Vous travaillez dans le domaine depuis très longtemps, et je vous lève mon chapeau. Le travail auprès des enfants peut être une expérience merveilleuse. C'est un travail que j'ai fait pendant de nombreuses années. Il est toutefois très difficile d'expliquer à un jeune qui est né ici ou qui est arrivé au pays à un très jeune âge pourquoi il ne peut s'identifier comme Canadien. Je voudrais que vous expliquiez des difficultés qu'éprouvent les jeunes qui sont continuellement considérés comme différents, comme étant « l'autre ». Que pouvons-nous faire à cet égard? Quelles recommandations feriez-vous au comité?

Mme Zine : Je vous remercie beaucoup de cette question, sénatrice.

Je conviens avec vous que c'est un problème perpétuel que les jeunes racisés rencontrent, étant toujours considérés comme « l'autre » ou un diable folklorique. C'est ainsi que les musulmans sont représentés et c'est ce que les jeunes musulmans doivent affronter lorsqu'ils socialisent dans un climat d'islamophobie exacerbée où leur identité est constamment remise en question. Leur identité et leur loyauté sont continuellement remises en question, et ils doivent constamment prouver qu'ils sont de bons musulmans. Trop souvent, ils internalisent leurs sentiments négatifs, ce qui a des répercussions sur la manière dont ils évoluent dans le monde et dont ils se perçoivent eux-mêmes.

Pour ce qui est de proposer des solutions, comme j'ai tenté de l'expliquer, il faut avant tout commencer à s'attaquer à l'islamophobie à bien des égards, que ce soit à l'échelle individuelle, idéologique ou systémique. Si on ne règle qu'une facette du problème, les autres gagneront en force et perdureront. Il est crucial de comprendre la dynamique de l'islamophobie et de cerner les divers domaines où nous devons intervenir. Je pense que de nombreux jeunes, notamment, se sentent surveillés et internalisent ces sentiments, en venant à se surveiller eux-mêmes. Pour un jeune, ce n'est pas un climat propice pour développer son sens d'identité, de citoyenneté ou d'appartenance. Il faut s'attaquer à certaines mesures, comme les formes systémiques d'islamophobie, car elles ont des conséquences sur le terrain.

Senator Jaffer: Thank you. I would love to follow up, because I have so many questions.

I will go to Mr. Hashim with, first, a request. You're working with the police. For me, that's not enough. If they are seriously going to have hate crimes investigated and charges laid, we also have to include the prosecutors. May I respectfully ask that you look at including prosecutors? One of my biggest disappointments is that in the *Bissonnette* case there was not a terrorism charge laid, and I think it was from just not having enough understanding by prosecutors. May I ask that you also look at working with prosecutors in your organization?

I am fighting with CBSA officials, and they say that — in my understanding — race relations and diversity is sort of included as diversity training. For me, race relations training is very different from diversity training. Can you please expand on that? Is diversity training the same as race relations training?

Mr. Hashim: Thank you for the question.

We are actually looking at the journey of hate from the moment it happens to reporting and interacting with community organizations to policing, and then the prosecution, sentencing and then post-prosecution, and support to victims of hate. Right now, we are currently working right across the entire spectrum. So yes, we are working with policing, but we are definitely looking very keenly to work with Crown prosecutors as well. I fully agree with you that it is a big glaring hole.

To be frank, in many places where hate crimes are being done well, and I say that with a bit of a caveat, within different police services, or better than other places, in those places, the relationships between police investigators and prosecution offices are stronger, and therefore, there is a shared understanding and training that happens. It helps with better knowledge sharing amongst the two in order to make sure that hate crimes are being designated as hate crimes and the hate motivations are noted as part of motivating factors. I've seen that work well, and I totally agree with you that the fluidity of that relationship is key for the success of prosecution of hate crimes in Canada.

There's a variety, a myriad, of trainings that is available to organizations. Some of them are around diversity, some around anti-racism. Honestly, without knowing exactly the contents of what their training looks like, it's hard for me to say the effectiveness of one versus the other. They all label them very differently.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie. Je voudrais poursuivre la discussion à ce sujet, car j'ai énormément de questions.

Je m'adresserai maintenant à M. Hashim, en lui présentant d'abord une demande. Vous travaillez avec la police. Pour moi, ce n'est pas assez. Si les autorités veulent sérieusement faire enquête sur des crimes haineux et déposer des accusations, elles doivent inclure les procureurs. Puis-je respectueusement vous demander d'envisager de les inclure? J'ai été fort déçue qu'aucune accusation de terrorisme ne soit déposée dans l'affaire *Bissonnette*, fait que j'attribue au manque de compréhension des procureurs. Puis-je vous demander de travailler également avec les procureurs dans votre organisation?

Je me bats avec les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada, qui affirment — selon ce que je comprends — que les relations raciales et la diversité sont en quelque sorte incluses dans la formation sur la diversité. Pour moi, la formation sur les relations raciales est très différente de la formation sur la diversité. Pouvez-vous m'expliquer ce qu'il en est? La formation sur la diversité est-elle la même chose que la formation sur les relations raciales?

M. Hashim : Je vous remercie de cette question.

Nous nous intéressons au fil des événements, du moment où la haine se manifeste jusqu'à son signalement, à l'interaction avec les organisations communautaires, à l'intervention de la police, au procès, la détermination de la peine et, par suite du procès, au soutien offert aux victimes de haine. À l'heure actuelle, nous travaillons avec l'entière du spectre. Nous travaillons donc effectivement avec la police, mais nous envisageons très sérieusement de collaborer avec les procureurs de la Couronne également. Je conviens parfaitement avec vous qu'il y a là un manque flagrant.

Pour être franc, à bien des endroits où les crimes haineux sont traités adéquatement — et je dis cela avec une certaine réserve — ou mieux qu'ailleurs dans divers services de police, les relations entre les enquêteurs de la police et les bureaux de procureurs sont plus solides; ils se partagent donc une même compréhension et une même formation. Comme les deux partagent les mêmes connaissances, cela aide à ce que les crimes haineux soient désignés comme tels et les motifs haineux figurent parmi les facteurs de motivation. Je constate que cette collaboration fonctionne bien, et je conviens absolument avec vous que la fluidité de la relation est essentielle au succès des procès en matière de crimes haineux au Canada.

Une variété, une myriade de formations sont offertes aux organisations. Certaines d'entre elles concernent la diversité et la lutte contre le racisme. Honnêtement, sans connaître la teneur exacte de ces formations, il m'est difficile de me prononcer sur leur efficacité relative. Elles portent toutes des appellations très différentes.

Senator Jaffer: No, no, it's not about the effectiveness. Sorry to cut you off. I don't mean to, but I am. Is diversity training the same as race relations training?

Mr. Hashim: Well, I haven't heard of race relations training. I've heard of anti-racism training. I've heard of diversity training. I find those are completely different things. I'm not exactly sure what would be entailed in race relations training and what that would actually entail.

Senator Jaffer: I will send you what CBSA officials sent to me.

Professor, I'm always intrigued by what you write and say. Thank you for your presentation and taking the time to meet with us. I know you — not personally but because of your writings — so I want to take issue with you. You say the government is doing a good job. Seriously? If they were, we wouldn't have an increase in Islamophobia. It's great. You can have summits galore, but you need results on the ground. May I respectfully ask if you could provide us a draft of the book you're writing? I want you to really take me seriously on my statement. From where I sit, when my brothers and sisters are being hurt, as a part of the Parliament, I don't think we're doing a good job, but maybe you can correct me. Thank you.

Mr. Emon: Thank you for the question.

I don't disagree with you. However, I think we are further along than we were 10 or 15 years ago or even sooner. I do think we have to at least acknowledge that three, four or five years ago, we wouldn't have had a summit on Islamophobia. Four or five years ago, I'm not sure we would have been able to think about an archive on Muslims in Canada. We're beginning to have these conversations now. It might be that these conversations are happening.

As far as the government is concerned, yes, there is a lot that it could do. I gave you three examples, and I could have continued to list more. Embedded within our system of governance are aspects of Islamophobia. We can point to them. We can show them in operation. Whether it's judicial decisions or decisions on motions, we have them aplenty, so I don't disagree with you.

I do think it's worth acknowledging that some steps have been made. Those are positive steps, and at least in terms of their symbolic value, they speak volumes to those who would otherwise insist on a hateful narrative.

Senator Jaffer: Thank you.

La sénatrice Jaffer : Non, non, ce n'est pas au sujet de l'efficacité. Je suis désolée de vous interrompre. Je ne voulais pas le faire, mais je le fais. La formation sur la diversité est-elle la même que la formation sur les relations raciales?

M. Hashim : Eh bien, je n'ai jamais entendu parler de formation sur les relations raciales. J'ai déjà entendu parler de formation sur la lutte contre le racisme, mais je pense que ce sont deux choses entièrement différentes. Je ne sais pas exactement ce sur quoi une formation sur les relations raciales pourrait porter.

La sénatrice Jaffer : Je vous enverrai la documentation que les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada m'ont fait parvenir.

Monsieur Emon, je suis toujours intriguée par ce que vous écrivez et dites. Je vous remercie de témoigner et de prendre le temps de nous rencontrer. Je vous connais — pas personnellement, mais en raison de vos écrits; je veux donc remettre en question certaines de vos déclarations. Vous affirmez que le gouvernement accomplit du bon travail. Sérieusement? Si c'était le cas, l'islamophobie ne serait pas en augmentation. C'est bien beau de tenir une panoplie de sommets, mais il faut des résultats sur le terrain. Pourrais-je vous demander respectueusement de nous envoyer une ébauche du livre que vous écrivez? Je veux que vous preniez réellement mes propos au sérieux. Pour ma part, à titre de parlementaire, quand mes frères et mes sœurs pâtissent, je ne considère pas que nous faisons du bon travail, mais peut-être pouvez-vous me corriger. Je vous remercie.

M. Emon : Je vous remercie de cette question.

Je ne suis pas en désaccord avec vous. Je pense cependant que nous sommes plus avancés que nous l'étions il y a 10 ou 15 ans, voire moins longtemps. Je pense que nous devons au moins admettre qu'il a trois, quatre ou cinq ans, il n'y aurait pas eu de sommet sur l'islamophobie. Il y a quatre ou cinq ans, je doute que nous aurions envisagé de tenir des archives sur les musulmans du Canada. Nous commençons maintenant à débattre de ces questions. Ces conversations ont peut-être lieu.

En ce qui concerne le gouvernement, il pourrait effectivement en faire beaucoup. Je vous ai donné trois exemples et j'aurais pu continuer à en énumérer. Des éléments d'islamophobie sont enracinés dans notre système de gouvernance. Nous pouvons montrer où ils se trouvent dans le cadre des opérations. Les exemples ne manquent pas, que ce soit sur le plan des décisions judiciaires ou des décisions relatives aux motions. Je ne suis donc pas en désaccord avec vous.

Je pense toutefois qu'il vaut la peine de souligner que des progrès ont été accomplis. Ces progrès bénéfiques ont au moins une valeur symbolique et transmettre un message fort à ceux qui, autrement, insisteraient à répandre un discours haineux.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you to all the witnesses for all the information you provide. We appreciate it.

A study published in 2022 by the Canadian Arab Institute indicates that Arab and West Asian women are the most affected by Islamophobia and face higher rates of unemployment compared to other countries. In particular, 62% of women wearing a head covering are said to have difficulty finding a job, compared to 12.5% of those who do not wear one.

You said it, Ms. Zine: We need government funding. You suggested that the government should fund the fight against Islamophobia much better. It's impressive to hear you say that Islamophobia is an industry right here in our country. So you're calling on the government to tackle that industry.

Do you have any examples of countries that have tackled this industry, that have been successful and that we can learn from in terms of best practices in this area?

[English]

Ms. Zine: Thank you very much for the question.

I wish I could say that there were good examples from other nations. So far, the Islamophobia industry has really only been examined in depth in the United States. My study is the first in Canada. It took four years, and it produced a 300-page report. While we have outlined the contours of Islamophobia in Canada through these integrated networks that are fomenting anti-Muslim racism in an organized fashion, how to tackle and deal with them is a conversation that really hasn't happened in any national context. These networks are actually transnational and work within nations, so this is a very new kind of examination into organized Islamophobia and these particular kinds of networks. To my knowledge, there have been no efforts in any national context to combat this. Maybe Canada will be the first and will be able to set a standard for how to address this. That, certainly, would be my hope.

[Translation]

Senator Gerba: We know that this is a very organized industry and that it is a systemic problem. Even the government is not blameless, as they themselves keep lists of people who have been involved in events that are considered terrorist. People are on these government lists. How can the government tackle a system that it itself maintains?

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci à tous les témoins pour toutes les informations qu'ils nous fournissent. Nous vous en sommes reconnaissants.

Une étude publiée en 2022 par l'Institut canado-arabe indique que les femmes arabes et d'Asie occidentale sont les plus touchées par l'islamophobie et qu'elles font face à des taux de chômage plus élevés comparativement à d'autres pays. On parle notamment de 62 % des femmes portant le couvre-chef qui ont des difficultés à trouver un emploi, contre 12,5 % de celles qui n'en portent pas.

Vous l'avez dit, madame Zine : nous avons besoin d'un financement du gouvernement. Vous avez suggéré que le gouvernement finance beaucoup mieux la lutte contre l'islamophobie. C'est impressionnant de vous entendre dire que l'islamophobie est une industrie ici même, dans notre pays. Vous demandez donc que le gouvernement s'attaque à cette industrie.

Avez-vous des exemples de pays qui se sont attaqués à cette industrie, qui ont réussi et dont on peut s'inspirer pour ce qui est des meilleures pratiques dans ce domaine?

[Traduction]

Mme Zine : Je vous remercie de cette question.

J'aimerais pouvoir dire qu'il existe de bons exemples venant d'autre pays. Jusqu'à maintenant, ce n'est qu'aux États-Unis qu'on a examiné en profondeur l'industrie de l'islamophobie. Mon étude est la première au Canada. Elle a duré quatre ans et a débouché sur un rapport de 300 pages. Même si nous avons décrit les manifestations de l'islamophobie au Canada sur les réseaux intégrés qui alimentent le racisme contre les musulmans de manière organisée, on n'a pas encore cherché à déterminer comment on pourrait s'attaquer à ces réseaux à l'échelle nationale. Ces réseaux sont en fait transnationaux et œuvrent dans divers pays. L'examen de l'islamophobie organisée et de ces réseaux est donc un exercice tout nouveau. À ce que je sache, aucun effort n'a été déployé pour lutter contre ce problème à l'échelle nationale. Le Canada fera peut-être figure de pionnier et pourra établir des normes sur la manière de s'attaquer à l'islamophobie. C'est certainement ce que j'espère.

[Français]

La sénatrice Gerba : Nous savons que c'est une industrie très organisée et que c'est un problème sur le plan systémique. Même le gouvernement n'est pas sans reproche, puisqu'il tient lui-même des listes de personnes qui ont participé à des événements considérés comme terroristes. Des gens figurent sur ces listes du gouvernement. Comment le gouvernement peut-il s'attaquer à un système qu'il entretient lui-même?

[English]

Ms. Zine: That is an excellent assessment of the situation. On the one hand, we have these networks. A lot of them operate within the far right. They have their own echo chambers and networks. However, there is also a connection to what I call “liberal Islamophobia” in the sense that we have a country that endorses multiculturalism and celebrates differences but, at the same time, engages in anti-Muslim policies and practices. We have to address how even the rhetoric of politicians dog whistles to a number of these groups and legitimates their beliefs, actions and campaigns. There is a complicity that must be recognized. It is not something that we can completely separate from the mainstream. We need to look at how these industries are supported through government policies and practices that are actually creating the climate and conditions to foment anti-Muslim animus that they are able to capitalize on and build their propaganda and their disinformation campaigns on. Thank you very much for acknowledging that. I’m glad to hear that analysis is present within the Senate.

Senator Gerba: Thank you.

Senator Omidvar: Thank you to all our witnesses for helping us in this important study.

My question is for Professor Emon. Thank you for pinpointing the structural examples of Islamophobia within the government, particularly in the Department of Finance, Public Safety, and the Department of Justice. On that note, I would like you to comment on the government’s proposals in the last Parliament on online hate. As we have heard from the witnesses, online hate is part of the construct of Islamophobia or part of the foundation of Islamophobia. It’s the industry that Ms. Zine talked about. I want to know whether the old version of Bill C-36, which will be retabled at some point, goes far enough, in your view, in addressing online Islamophobia and hate speech.

Mr. Emon: Thank you very much for the question, Senator Omidvar. I’m a bit of a fan of yours. I appreciated the report your committee did on the charitable sector, so it’s a real pleasure to meet you here.

I struggle with online hate. I struggle with it because of its nefariousness and its evanescent qualities. What I struggle with is an inability or unwillingness to go after the platforms, but a willingness to go after the individual accounts. Let’s take, for instance, the terrorist hoax provision. We know in the case of *The New York Times* podcast *Caliphate*, there was a gentleman here in Canada who lied about his associations with ISIS. He was prosecuted for a terrorist hoax. I remember speaking to defence counsel about this particular issue. Why was he prosecuted? Here is one guy who put something up on Instagram or Facebook or whatever social platform. Why is the individual being prosecuted? I understand that his particular posting might

[Traduction]

Mme Zine : C’est un excellent portrait de la situation. D’une part, il y a ces réseaux, dont un bon nombre sont associés à l’extrême droite. Ils disposent de leurs chambres d’écho et de leurs réseaux. Il existe toutefois aussi un lien avec ce que j’appelle l’« islamophobie libérale », en ceci que notre pays adhère au multiculturalisme et célèbre les différences, mais adopte des politiques et des pratiques antimusulmanes. Nous devons lutter contre le fait que certains politiciens accordent, dans leur discours, leur soutien à ces groupes et en légitiment les croyances, les actions et les campagnes. Il y a là une complicité qu’il faut reconnaître, car on ne peut pas faire la distinction avec la mouvance générale. Nous devons chercher à déterminer comment ces industries sont soutenues par les politiques et les pratiques gouvernementales qui établissent le climat et les conditions qui alimentent la haine contre les musulmans, haine que ces industries sont capables d’exploiter pour en faire la base de leur propagande et de leurs campagnes de désinformation. Je vous remercie de l’avoir souligné. Je me réjouis que le Sénat analyse ainsi la situation.

La sénatrice Gerba : Je vous remercie.

La sénatrice Omidvar : Je remercie tous nos témoins de nous aider dans le cadre de cette importante étude.

Ma question s’adresse à M. Emon, que je remercie d’avoir fourni des exemples d’islamophobie au sein du gouvernement, particulièrement au ministère des Finances, de la Sécurité publique et du ministère de la Justice. À ce propos, je voudrais connaître votre avis sur les propositions que le gouvernement a formulées sur la haine en ligne au cours de la dernière législature. Comme les témoins l’ont fait remarquer, la haine en ligne fait partie de la trame ou de la fondation de l’islamophobie. C’est l’industrie dont Mme Zine a parlé. Je veux savoir si l’ancienne version du projet de loi C-36, qui sera déposée de nouveau à un moment donné, va assez loin dans la lutte contre l’islamophobie et le discours haineux en ligne.

M. Emon : Je vous remercie de cette question, sénatrice Omidvar. J’admire beaucoup votre comité, dont j’ai apprécié le rapport sur le secteur caritatif. C’est donc un immense plaisir de vous rencontrer ici.

La haine en ligne me trouble en raison de son caractère néfaste et évanescent. Je déplore l’incapacité ou le manque de volonté de s’attaquer aux plateformes, alors qu’on est prêt à s’en prendre aux comptes de particuliers. Prenons l’exemple de la disposition sur le canular terroriste. Nous connaissons l’affaire de la baladodiffusion du *New York Times* appelée *Caliphate*, où un homme du Canada a menti à propos de son association avec Daech. Il a été poursuivi pour canular terroriste. Pourquoi donc? C’est un homme qui diffuse quelque chose sur Instagram, Facebook ou une autre plateforme. Pourquoi est-ce le particulier qui est poursuivi? Je comprends que ses messages peuvent contribuer aux publications d’un suprémaciste blanc et à une

contribute to a White supremacist post and contribute to an echo chamber. I'm not entirely certain that we have the tools or the willingness to go after the actual platforms, so I can't comment effectively on what you have asked for.

What I can tell you and what I do worry about even more, if I may shift the question, is that even in standard government practices, we often talk about open access when we do research. Whether it's the CRA or the Ministry of Finance, we talk about having open access research, which speaks to our democratic commitments. However, a lot of the Islamophobic stuff is out there on open access platforms.

Part of the challenge that I'm having as an academic looking at government practices — and again, that's my focus. I'm not a social media analyst. One of the concerns I have is we don't actually train epistemically to be able to distinguish good information from bad information. We take what we see on a blog as fact. I see it over and over again. In the context of the CRA, it consistently appears in the footnotes to the appendices of an administrative fairness letter. My job has been to be a footnote tracker. Effectively, I'm a glorified footnote tracker. In doing that, we see that we, as bureaucrats, have internalized a rationality that normalizes Islamophobia as effective policy making. Until we are able to challenge that, even in the online open access research that we go after, I'm not entirely certain that the online platforms are the only thing that we need to deal with. We need to have better end users. We need to have better readers. That's something that I can speak to, and I apologize if I can't speak to the specifics of your question and the bill.

Senator Omidvar: Not at all. You have helped me gain some nuance. Thank you, Professor Emon. What you say is actually quite disturbing. If, in fact, our ministries, our systems, our laws, our processes and protocols are so deeply steeped in a way of thinking that lends itself, one way or another, to Islamophobic results, where should we start in cleaning house? Can you give us some reasonable, constructive suggestions here?

Mr. Emon: I'm currently embarking on a study of the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act. I find it fascinating. How is it that we, as a government, have conscripted the financial sector into the war on terror? One of the things that I have noticed is that we don't have strong consumer protections when it comes to banking. The European Union, for instance, has created guarantees of banking access on the grounds that having access to financial services is important and we can't actually do business without it, whereas we see

chambre d'écho, mais je ne suis pas convaincu que nous ayons les outils ou la volonté de nous en prendre aux plateformes. Je ne peux donc pas répondre efficacement à votre question.

Ce que je peux vous dire et ce qui me préoccupe encore plus — si je peux me permettre de réorienter la question —, c'est le fait que même dans les pratiques courantes du gouvernement, on parle souvent de libre accès quand on effectue des recherches. Que ce soit à l'Agence du revenu du Canada ou au ministère des Finances, on parle de faire des recherches en libre accès, conformément à nos engagements démocratiques. Or, les renseignements islamophobiques pullulent sur les plateformes de libre accès.

Ce qui m'est difficile à titre d'universitaire quand j'examine les pratiques du gouvernement — qui constituent, je le répète, mon champ d'intérêt —, c'est le fait que je ne suis pas analyste des médias sociaux. Le problème, c'est que du point de vue épistémique, les gens ne sont pas formés pour distinguer le bon grain de l'ivraie et croient que ce qui est écrit dans un blogue est vrai. Je le constate encore et encore. À l'Agence du revenu du Canada, des informations islamophobiques émaillent régulièrement les notes de bas de page des appendices des lettres d'équité administrative. Je traque donc les notes de bas de page. De fait, je suis un traqueur survalorisé de notes de bas de page. Ce faisant, je constate que nos bureaucrates ont internalisé une rationalité qui normalise l'islamophobie dans le cadre de l'élaboration de politiques. D'ici à ce que nous puissions remettre ces politiques en question, même dans le cadre des recherches de libre accès en ligne, je ne suis pas entièrement certain que les plateformes en ligne soient les seules sources auxquelles nous devons nous attaquer. Les utilisateurs finaux et les lecteurs doivent avoir un meilleur discernement. C'est un sujet dont je peux parler, et je suis désolé de ne pouvoir traiter en détail de votre question et du projet de loi.

La sénatrice Omidvar : Ne vous en faites pas. Vous m'avez aidé à saisir certaines nuances. Je vous en remercie, monsieur Emon. Vos propos sont fort troublants. Si, de fait, nos ministères, nos systèmes, nos lois, nos processus et nos protocoles sont profondément enracinés dans une mentalité propre à donner, d'une manière ou d'une autre, des résultats islamophobiques, par où devrait-on commencer à faire le ménage? Pouvez-vous nous fournir des suggestions constructives et raisonnables à ce sujet?

M. Emon : J'entreprends actuellement une étude de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes. Je trouve la situation fascinante. Comment notre gouvernement a-t-il entraîné le secteur financier dans la guerre contre la terreur? J'ai remarqué qu'il n'existe pas de solides mesures de protection du consommateur dans le secteur bancaire. L'Union européenne, par exemple, garantit l'accès aux services bancaires pour motif que l'accès aux services financiers est important et qu'on ne peut pas faire des affaires sans ces

individuals losing their banking possibilities and their banking facilities with RBC and HSBC and other banks that do business here. We have a statutory framework that penalizes them and creates moral hazard problems on banks to make sure that they focus on reporting suspicious transactions. Now, when FINTRAC receives these suspicious transaction reports under the PCMLTFA, it may not do anything with them. But a bank might. Nothing prevents a bank from taking the suspicious transaction and suggesting maybe they want to de-risk in this particular context relative to this particular consumer. If you go to the Bank Act and to the Consumer Financial Protection Agency, there are little forms of redress relative to how banks utilize their national security mandate in this context.

I know that under federal Budget 2022, there is a desire to rethink financial crimes. We need to recognize that we have enlisted the private sector in the war on terror. There is no accountability publicly. I am a client of CIBC. I don't know what their metrics are for measuring suspicious transactions. However, we do know academically that these algorithms used in the world of computer sciences are often embedded with highly racialized algorithms that will flag certain transactions over others. If you can imagine what kinds of algorithmic flagging must happen in a way that is also cost effective, are we ever really going to get to white supremacy and the funding of white supremacy when we're looking at a target-rich environment, you might say, with respect to a majority white society? Are the algorithms themselves flagging Somalia and Iran in certain specific ways that overdetermine certain customers as potentially risky and, therefore, requiring them to be de-risked? Should we include in FINTRAC a mandate on equity? When it also does its periodic reviews of banks and their methods of analysis, is equity egalitarianism? Non-discrimination? Those are not mandates that FINTRAC currently has. Lastly, what kind of access and democratic accountability should banks be held to with respect to disclosures around their metrics of assessment for suspicious transaction? As a consumer, what kinds of protections can I expect from my government with respect to a bank that de-risks me?

These are all questions that are central to my concern, not because it's only Muslims that are getting targeted. What I do think is that in this context, Muslims are interesting to think with because thinking about the Muslim at the centre of banking offers us a way to think about how robust is our democracy. Where are the limitations on our democracy and where have we oversecured our environment? It's not just Muslims getting de-banked. It will be others, but Muslims offer us a wonderful test case and a case scenario. I say that as an academic knowing that it's actually quite horrific to be de-banked in an environment

services, alors que certaines personnes perdent leurs possibilités et leurs services bancaires à la RBC, chez HSBC et dans d'autres banques en activité ici. Notre cadre légal les pénalise et impose un problème et un risque moral aux banques pour s'assurer qu'elles déclarent les opérations douteuses. Quand le CANAFE reçoit ces déclarations en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, il n'en fait peut-être rien, mais la banque pourrait en faire quelque chose. Rien ne l'empêche d'utiliser cette information pour peut-être proposer d'éliminer le risque que présente un client donné dans ce contexte. Or, la Loi sur les banques et l'agence de protection financière du consommateur offrent bien peu de recours quant à la manière dont les banques utilisent leur mandat de sécurité nationale dans ce contexte.

Je sais que le budget de 2022 témoigne du désir de repenser les crimes financiers. Nous devons reconnaître que nous avons mobilisé le secteur privé dans la guerre contre le terrorisme. Il n'y a pas de responsabilité publique. Je suis un client de la CIBC. Je ne sais pas quels sont leurs paramètres pour mesurer les transactions suspectes. Cependant, nous savons que les algorithmes utilisés dans le monde de l'informatique sont souvent intégrés à des algorithmes hautement racisés qui signalent certaines transactions plutôt que d'autres. Si vous imaginez le type de repérage algorithmique qui doit être effectué de manière rentable, n'allons-nous jamais vraiment nous attaquer à la suprématie blanche et au financement de la suprématie blanche dans un environnement riche en cibles, si l'on peut dire, dans une société majoritairement blanche? Les algorithmes eux-mêmes signalent-ils la Somalie et l'Iran de façons particulières qui ciblent exagérément certains clients comme présentant un risque et, par conséquent, exigent que le risque qu'ils représentent soit réduit? Devrions-nous inclure dans le CANAFE un mandat sur l'équité? Lorsqu'il fait aussi ses examens périodiques des banques et de leurs méthodes d'analyse, l'équité est-elle de l'égalitarisme? De la non-discrimination? Le CANAFE n'a pas cela comme mandat à l'heure actuelle. Enfin, à quel type d'accès et de responsabilité démocratique les banques devraient-elles être tenues en ce qui concerne la divulgation de leurs paramètres d'évaluation des transactions suspectes? En tant que consommateur, à quel genre de protection est-ce que je peux m'attendre de la part de mon gouvernement si une banque prend des mesures pour réduire le risque que je représente?

Toutes ces questions sont au cœur de mes préoccupations, et pas seulement parce que ce sont les musulmans qui sont visés. Ce que je pense, c'est que dans ce contexte, il est intéressant de réfléchir avec les musulmans, car réfléchir aux musulmans dans le contexte bancaire nous permet de réfléchir à la solidité de notre démocratie. Où se situent les limites de notre démocratie et où avons-nous sécurisé à l'excès notre environnement? Il n'y a pas que les musulmans auxquels on refuse des services financiers. Il y en aura d'autres, mais les musulmans nous offrent un merveilleux test et un cas de figure. Je dis cela en tant

where we rely on electronic transfers all the time. I hope that gives you one example and a useful starting point.

Senator Omidvar: It does. Thank you very much. I'm sure we will be back to you on further understanding your ideas.

The Chair: We have under 15 minutes left. I have a couple of questions, and then we'll go to a second round.

Professor Zine, as an educational consultant, you have developed award-winning curriculum materials that address Islamophobia and anti-Muslim hate. As we know, education is important in reducing anti-Muslim hate. Have you been invited to share this curriculum with the government? Has the government ever approached you?

Ms. Zine: Thank you for that question.

That particular curriculum was in a post 9/11 context when I worked with mentors, the Muslim Educational Network. We were looking at resources for teachers who didn't have a language to talk about what kind of discrimination they were seeing and what Muslims were facing. We developed curriculum for secondary and elementary schools. Since then, I have done curriculum with the Canadian Council of Muslim Women and curriculum for secondary schools about Muslim women and girls. No, I have been never been approached by government to share that particular curriculum or any expertise in Canada, although I have worked in Europe on educational policy, with UNESCO, the Council of Europe and the OSCE, but not with the Canadian government.

As I mentioned, I do have other reports that I'm working on and a book that I can make available to the Senate, if that's of interest, that looks at the experiences on the ground of Muslim youth in particular and around these industries. This isn't so much about curriculum, but it is about providing broader information to the government, which I have been able to offer in other contexts but not in Canada.

I am happy to see that other organizations have received funding. In the aftermath of the London terror attack, some money was made available. I know some Muslim organizations are now also doing anti-Islamophobia education, so that is a positive development. But these cannot be Band-Aid solutions that only happen when there are mass killings. This needs to be also systemically introduced. Anti-Islamophobia must be systemically embedded into our institutions, governments, schools, civil society, law and so on. We need to embed those kinds of practices, policies, procedures and curriculum to be able to counter the very formidable challenges that we have.

qu'universitaire, sachant qu'il est en fait assez horrible de se faire refuser des services bancaires dans un environnement où nous dépendons constamment des virements électroniques. J'espère que cela vous donne un exemple et un point de départ utile.

La sénatrice Omidvar : Oui. Je vous remercie beaucoup. Je suis sûre que nous reviendrons à vous pour mieux comprendre vos idées.

La présidente : Il nous reste moins de 15 minutes. J'ai quelques questions, puis nous passerons à un deuxième tour.

Madame Zine, en tant que consultante en éducation, vous avez développé des programmes primés qui traitent de l'islamophobie et de la haine envers les musulmans. Comme nous le savons, l'éducation est importante pour combattre la haine envers les musulmans. Avez-vous été invitée à présenter ce programme au gouvernement? Le gouvernement vous a-t-il déjà approchée?

Mme Zine : Je vous remercie de cette question.

Ce programme particulier s'inscrivait dans un contexte marqué par le 11 septembre 2001, alors que je travaillais avec des mentors, le Muslim Educational Network. Nous cherchions des ressources pour les enseignants qui n'avaient pas les mots pour parler du type de discrimination qu'ils voyaient et de ce que les musulmans devaient affronter. Nous avons élaboré des programmes pour les écoles secondaires et primaires. Depuis, j'ai conçu des programmes pour le Conseil canadien des femmes musulmanes et des programmes pour les écoles secondaires, concernant les femmes et les filles musulmanes. Non, je n'ai jamais été approchée par le gouvernement pour présenter ce programme particulier ou toute autre expertise au Canada, bien que j'aie travaillé en Europe à la politique éducative, avec l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et l'OSCE — pas avec le gouvernement canadien.

Comme je l'ai mentionné, je travaille à d'autres rapports et à un livre que je peux mettre à la disposition du Sénat, si cela vous intéresse. Il est question des expériences vécues sur le terrain par les jeunes musulmans dans ces industries. Ce n'est pas tant une question de programme d'études. Il s'agit plutôt de fournir de l'information plus générale au gouvernement, ce que j'ai été en mesure d'offrir dans d'autres contextes, mais pas au Canada.

Je suis contente de voir que d'autres organisations ont reçu des fonds. À la suite de l'attentat terroriste de Londres, des fonds ont été débloqués. Je sais que certaines organisations musulmanes font maintenant aussi de l'éducation contre l'islamophobie. Les choses évoluent donc positivement. Mais il ne faut pas que ce soit des solutions de fortune qui n'interviennent qu'en cas de massacres. De telles mesures doivent être mises en place de manière systématique. La lutte contre l'islamophobie doit être intégrée de manière systématique dans nos institutions, nos gouvernements, nos écoles, notre société civile, notre droit, etc. Nous devons intégrer ce genre de pratiques, de politiques, de

The Chair: Thank you.

My next question is to you, Amira. We have heard that the experiences of Muslim women have been some of the most difficult. We have seen Muslim women being targeted, their hijabs pulled and knives pulled on them. How do we address this? Just the fact that they cover their head makes Muslim women easy targets. How do we combat this? In your opinion, has anyone really addressed this issue?

Ms. Elghawaby: Thank you so much for the question, senator. It's an important one.

I want to highlight that not only are we dealing with the gendered aspect of Islamophobia but also the intersectional lens to look at race. We know out west, in Edmonton and Calgary, there was a spate of attacks on Black Muslim women there. That was creating a lot of anxiety and fear rippling right through these communities — women as well as that intersection of race. People are aware of this. The statistics demonstrate this. I heard earlier from one of the senators who referenced that, so thank you so much for that. To highlight, Statistics Canada as well has pointed out that, between 2010 and 2019, 47% of violent hate crimes committed against Muslims were women. They were women that were being targeted in those attacks.

In terms of how we address that, women themselves are taking it upon themselves to get their own training on how to have self-defence. I just saw another story out of Edmonton where Sisters' Dialogue has organized a walk safe in Edmonton to help support Muslim women who are walking in the streets. We have heard about recommendations, for instance at the summit, where there was a call on municipalities to have stricter by-laws that would hold perpetrators accountable for street harassment, for instance. There have been some recommendations made to try to ensure that everyone remains safe, specifically women.

Certainly, with Bill 21 in Quebec, I think it's really important that we highlight that this fixation on religious minorities in that province, and specifically that disproportionate impact on visibly Muslim women, creates the idea that there is something wrong with women like myself who wear the head scarf, and therefore there is almost a justification when we are being attacked and discriminated against, whether it is through harassment, attacks and such.

Of course, that discrimination piece in labour and employment is also being felt, as was pointed out earlier. The gender aspect and the racial aspect, all of this has to be taken into account. I

procédures et de programmes d'études pour être en mesure de relever les défis formidables auxquels nous sommes confrontés.

La présidente : Merci.

Ma prochaine question s'adresse à vous, madame Elghawaby. Nous avons entendu que les femmes musulmanes ont vécu des expériences parmi les plus difficiles. Des femmes musulmanes ont été prises pour cible, leur hidjab a été arraché, et on les a menacées avec des couteaux. Comment faire face à cela? Le simple fait qu'elles se couvrent la tête fait des femmes musulmanes des cibles faciles. Comment combattre ce phénomène? À votre avis, quelqu'un a-t-il vraiment abordé cette question?

Mme Elghawaby : Merci beaucoup de cette question, sénatrice. C'est une question importante.

Je tiens à souligner que nous traitons non seulement de l'aspect sexospécifique de l'islamophobie, mais que nous avons aussi une approche intersectionnelle qui tient compte de la race. Nous savons que dans l'Ouest, à Edmonton et à Calgary, il y a eu une vague d'attaques contre des femmes musulmanes noires. Cela a créé beaucoup d'anxiété et de peur au sein de ces communautés — pour les femmes et dans le contexte de l'intersection avec la race. Les gens en sont conscients. Les statistiques le démontrent. Une sénatrice en a parlé tout à l'heure. Merci infiniment. Je souligne que Statistique Canada a également indiqué qu'entre 2010 et 2019, 47 % des victimes de crimes haineux violents commis contre des musulmans étaient des femmes. Ce sont des femmes qui étaient visées par ces attaques.

Pour ce qui est de la façon dont nous abordons cette question, les femmes elles-mêmes prennent l'initiative de suivre une formation à l'autodéfense. Je viens de voir une autre histoire en provenance d'Edmonton : Sisters' Dialogue a organisé un programme d'accompagnement à Edmonton, pour aider les femmes musulmanes lorsqu'elles circulent dans les rues. Lors du sommet, par exemple, des recommandations ont été formulées pour que les municipalités adoptent des règlements plus stricts afin que les auteurs de harcèlement de rue, par exemple, soient tenus responsables de leurs actes. Des recommandations visaient à garantir la sécurité de tous, en particulier des femmes.

Avec le projet de loi 21 au Québec, je pense qu'il est vraiment important de souligner que la fixation sur les minorités religieuses dans cette province, et en particulier les répercussions disproportionnées sur les femmes visiblement musulmanes, crée l'idée que quelque chose ne va pas avec les femmes qui, comme moi, portent le foulard, et que nous méritons presque d'être attaquées et de faire l'objet de discrimination, que ce soit par le harcèlement, les attaques et autres.

Bien entendu, la discrimination dans le domaine du travail et de l'emploi se fait également sentir, comme cela a été souligné précédemment. Il faut tenir compte de tous les aspects,

have not seen a real whole-of-government approach to addressing this particular aspect, though some organizations, of course, have been calling for that, including the Canadian Council of Muslim Women, which is doing incredible work on this.

The Chair: Senator Jaffer and Senator Omidvar, if you can ask your questions quickly, then we can get an answer in 30-40 seconds, because we'll need five minutes to deal with other business before we end the meeting.

Senator Jaffer: Amira, is race relations doing any work around gender and issues faced by women who wear hijabs or niqabs? Is there any education planned in the schools or for politicians to respect the right of a woman to choose? Many feminists are quick in saying a woman has a right to choose, but then she doesn't have a right to choose her clothing. That really bothers me. Are you doing any education around that?

The Chair: Before you answer, I will let Senator Omidvar ask her question and then we can get the answers at the same time.

Senator Omidvar: My question is a quick one, likely to the Canadian Race Relations Foundation, about what they think the federal government can do to improve the relationship between Muslim communities and national security agencies.

Ms. Elghawaby: I'll take Senator Jaffer's question first. Thank you so much, Senator Jaffer, for that question.

In terms of education, certainly at the Canadian Race Relations Foundation, we have a number of different types of programming, for instance around the Day of Remembrance and Action on Islamophobia to remember the mosque attack.

We actually held special programming in which we invited Muslim artists to talk about the way that Muslims have been dehumanized in our media, and that includes the gendered aspect of the dehumanization of Muslim women as victims, as requiring saving, et cetera, and how important it is to take that back. That was a partnership with the National Film Board as well as Telefilm Canada, for instance.

We also held a dialogue last fall with Sisters' Dialogue, amongst other community organizations out west, with MacEwan University, and Irfan Chaudhry out there, who is doing phenomenal work, in which we discussed ways in which communities can address the very concerning rate of hate that is

notamment du sexe et de la race. Je n'ai pas vu de véritable approche pangouvernementale pour aborder cet aspect particulier, bien que certaines organisations, bien sûr, l'aient demandé, notamment le Conseil canadien des femmes musulmanes, qui fait un travail incroyable à ce sujet.

La présidente : Sénatrice Jaffer et sénatrice Omidvar, veuillez poser vos questions rapidement, afin que nous puissions obtenir des réponses en 30 à 40 secondes, car nous aurons besoin de cinq minutes pour traiter d'autres questions avant de lever la séance.

La sénatrice Jaffer : Madame Elghawaby, est-ce que la Fondation canadienne des relations raciales se penche sur les questions de genre et les problèmes rencontrés par les femmes qui portent des hijabs ou des niqabs? Prévoit-on de faire de la sensibilisation dans les écoles ou auprès des politiciens pour qu'ils respectent le droit d'une femme de choisir? De nombreuses féministes s'empressent de dire qu'une femme a le droit de choisir, mais pas lorsqu'il s'agit de ses vêtements. Cette attitude me dérange vraiment. Faites-vous de la sensibilisation à ce sujet?

La présidente : Avant que vous répondiez, je vais laisser la sénatrice Omidvar poser sa question. De cette façon, nous pourrons obtenir les réponses en même temps.

La sénatrice Omidvar : Ma question est brève et s'adresse probablement à la Fondation canadienne des relations raciales. Je cherche à savoir ce que, selon elle, le gouvernement fédéral peut faire pour améliorer les relations entre les communautés musulmanes et les organismes de sécurité nationale.

Mme Elghawaby : Je vais d'abord répondre à la question de la sénatrice Jaffer. Merci beaucoup, sénatrice, pour cette question.

Au chapitre de la sensibilisation, la Fondation canadienne des relations raciales propose différents types de programmes, par exemple à l'occasion de la Journée nationale de commémoration de l'attentat de la mosquée de Québec et d'action contre l'islamophobie.

Nous avons organisé un programme spécial dans lequel nous avons invité des artistes musulmans à parler de la déshumanisation des musulmans dans nos médias. Il a notamment été question de la déshumanisation sexospécifique des femmes musulmanes qui sont présentées, entre autres, comme des victimes ayant besoin d'être sauvées, et de l'importance de remédier à cette situation. C'était un partenariat avec l'Office national du film et Téléfilm Canada, par exemple.

L'automne dernier, nous avons également organisé un dialogue avec Sisters' Dialogue, entre autres organisations communautaires de l'Ouest, l'Université MacEwan et Irfan Chaudhry, qui fait un travail phénoménal, au cours duquel nous avons discuté des moyens par lesquels les communautés peuvent

growing not only for Muslim communities but other communities as well, including the spike in Asian-Canadian hate that we have seen as well.

We take on a variety of programming to address these types of issues. As you point out, Senator Jaffer, there is a lot more required to do, and we are certainly looking for opportunities to partner and support organizations that are committed to this work.

Mr. Hashim: Maybe I can answer the question around national security agencies.

We also have a campaign that we do with YWCA Canada called Block Hate in order to raise awareness about the impact of hate on women, and particularly the racialized women. It has been one of our key partnerships within the organization.

In terms of national security, honestly, you're absolutely right. Many Muslim communities have lost faith in national security organizations to both protect them but also treat them with fairness. I think that everything our two professors have said earlier has been a lived reality for many. I think that the first thing it needs to do is to stop the practices that have been racist towards Canadian Muslims. National security organizations have perpetuated these things.

When we talk about the CBSA, I used to get stopped every single time I went to an airport and sent to secondary screening. It was only when I got a NEXUS card that I was able to by-pass that; until then, every single time I went to an airport I would have heart palpitations sitting in the secondary screening room thinking about if I would be let go to go on an airplane. That trust is lost, to be frank. That trust definitely needs to be regained. I was out west and I met with Muslim organizations. I asked them how many of them report hate crimes to the police.

The Chair: I'm sorry. I have to apologize.

Mr. Hashim: No problem.

The Chair: We have to go to the Senate and we have one other thing to discuss.

I want to remind the witnesses that you can all make a written presentation. We have just started this study. We are hoping to travel over the summer. There is nothing to stop us from calling you back. I want to thank all of you for your presentation this evening. What you have told us and what you have said to us will greatly assist us in our study as we move forward. We are

s'attaquer à la montée très inquiétante de la haine, non seulement à l'égard des communautés musulmanes, mais aussi d'autres communautés, notamment la montée en flèche de la haine à l'égard des Canadiens d'origine asiatique que nous avons également constatée.

Nous prenons en charge une gamme de programmes pour aborder ces types de questions. Comme vous l'avez souligné, sénatrice Jaffer, il y a encore fort à faire, et nous cherchons assurément des occasions de nous associer à des organismes qui s'engagent dans cette voie et de les soutenir.

M. Hashim : Je peux peut-être répondre à la question concernant les organismes de sécurité nationale.

Nous avons également une campagne que nous menons avec YWCA Canada, intitulée « Bloquons la haine », afin de sensibiliser les gens à l'incidence de la haine sur les femmes, et particulièrement sur les femmes racisées. C'est l'un de nos principaux partenariats au sein de l'organisation.

En ce qui concerne la sécurité nationale, honnêtement, vous avez tout à fait raison. De nombreuses communautés musulmanes ont perdu confiance dans les organismes de sécurité nationale pour les protéger, mais aussi pour les traiter avec équité. Je pense que les deux professeurs ont évoqué une réalité que bien des gens ont vécue. Je pense que la première chose à faire est de mettre fin aux pratiques racistes à l'égard des musulmans canadiens, pratiques que les organismes de sécurité nationale ont perpétuées.

En ce qui concerne l'ASFC, chaque fois que j'allais à l'aéroport, j'étais arrêté et envoyé au contrôle secondaire. Ce n'est que lorsque j'ai obtenu une carte NEXUS que j'ai pu passer outre. Avant cela, chaque fois que j'allais à l'aéroport, j'avais des palpitations dans la salle de contrôle secondaire en me demandant si on allait me laisser monter dans un avion. En toute franchise, nous n'avons plus du tout confiance. Nous devons absolument retrouver cette confiance. J'ai rencontré les représentants d'organisations musulmanes dans l'Ouest. Je leur ai demandé combien d'entre eux signalent les crimes haineux à la police.

La présidente : Je suis désolée. Je dois m'excuser.

M. Hashim : Aucun souci.

La présidente : Nous devons passer au Sénat et nous avons un autre point à discuter.

Je veux rappeler aux témoins que vous pouvez tous présenter un mémoire. Nous venons de commencer cette étude. Nous espérons pouvoir voyager pendant l'été. Rien ne nous empêche de vous rappeler. Je tiens à vous remercier tous pour vos exposés de ce soir. Ce que vous nous avez dit nous aidera grandement au fil de notre étude. Nous sommes maîtres de notre destin. C'est le

masters of our own fate. The Senate decided to do this study, not the government. We can call you back. I thank each of you.

This concludes our meeting today dedicated to our study on Islamophobia in Canada. Our next meeting on this important issue will be scheduled in the fall.

Senators, we have one more item to discuss: The consideration of a budget for our report on forced and coerced sterilization. I will turn to Senator Boyer to explain this to you.

Senator Boyer: I want to note that, on June 13, this committee met. We considered the draft report and the communications plan for the release of the report. At this meeting, it was agreed that a survivor should join the senators at the press conference when the report is released. It was also agreed, because I had been working with the survivors for a number of years, that I would ask the one that I believed would make a good impact to attend this conference. This survivor would be answering questions from the media from a lived experience perspective. I had promptly asked a survivor right away. When this information was relayed back to Senate Communications, it was discovered that there was actually no budget to bring a witness in. I had already asked her. Because of the trauma and general distrust that survivors have experienced, as we all heard during this testimony, it is an exceptional request that we're asking now for financial assistance to bring this witness in, for her and for a trauma support person to attend this press conference. The total cost would be approximately \$3,700, and it would involve one night hotel and two airfares from Calgary to Ottawa.

The Chair: Senators, is it agreed that the committee submit a budget for two people to travel from Calgary to Ottawa?

Senator Omidvar: Agreed.

The Chair: Thank you.

The following budget application was agreed upon: For two people to travel from Calgary to Ottawa to participate in a press conference in person, for the fiscal year ending March 31, 2023, be approved for submission to the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. The transportation, accommodation and living expenses would be \$3,700.

Sénat qui a décidé de mener cette étude et non le gouvernement. Nous pouvons vous rappeler. Je vous remercie tous.

Ainsi se termine notre réunion d'aujourd'hui consacrée à notre étude sur l'islamophobie au Canada. Notre prochaine réunion sur cette importante question aura lieu à l'automne.

Mesdames et messieurs les sénateurs, nous avons encore un point à discuter : l'examen d'un budget pour notre rapport sur la stérilisation forcée et contrainte. Je laisse le soin à la sénatrice Boyer de vous l'expliquer.

La sénatrice Boyer : Je tiens à souligner que, le 13 juin, ce comité s'est réuni. Nous avons examiné le projet de rapport et le plan de communication pour la publication de celui-ci. Lors de cette réunion, nous avons convenu qu'une survivante se joigne aux sénateurs lors de la conférence de presse qui suivra la publication du rapport. Nous avons également convenu, parce que j'ai travaillé avec les survivantes pendant un certain nombre d'années, que je demanderais à celle qui, selon moi, aurait une véritable influence, d'assister à cette conférence. Cette personne répondrait aux questions des médias en se fondant sur sa propre expérience. J'avais rapidement demandé à une survivante de participer à la conférence. Lorsque cette information a été relayée aux Communications du Sénat, on a découvert qu'il n'y avait en fait aucun budget pour la faire venir. Or, je le lui avais déjà demandé de le faire. Comme les survivantes sont généralement méfiantes en raison du traumatisme qu'elles ont vécu — nous l'avons d'ailleurs tous entendu au cours de ce témoignage —, c'est à titre exceptionnel que nous demandons maintenant une aide financière pour que cette témoin assiste à cette conférence de presse accompagnée d'une spécialiste du soutien post-traumatique. Le coût total serait d'environ 3 700 \$ pour couvrir une nuit d'hébergement et deux billets d'avion de Calgary à Ottawa.

La présidente : Mesdames et messieurs les sénateurs, êtes-vous d'accord pour que le comité soumette un budget pour le déplacement de deux personnes de Calgary à Ottawa?

La sénatrice Omidvar : D'accord.

La présidente : Merci.

La demande de budget suivante est approuvée : que le budget pour le déplacement de deux personnes de Calgary à Ottawa pour participer en personne à une conférence de presse, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, soit approuvé et présenté au Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration. Les frais de transport, d'hébergement et de subsistance se chiffrent à 3 700 \$.

Thank you, senators. If there is no further business, this meeting is now adjourned.

(The committee adjourned.)

Merci, mesdames et messieurs les sénateurs. S'il n'y a pas d'autres questions, la séance est maintenant levée.

(La séance est levée.)
